

Table des matières

<i>Sommaire</i>	9
<i>Préface</i>	13
par David SASSOLI	
<i>Les défis juridiques et politiques de l'Union européenne</i>	17
par Michel BRUNO	

PARTIE 1

Le Brexit et quelques-unes de ses conséquences

<i>Gibraltar et l'Union européenne : la perspective post Brexit</i> ...	21
par Miguel Ángel MARTÍN LÓPEZ	
Références.....	26
« <i>Le Brexit vu du Togo</i> »	27
par François Kuassi DECKON	
Résumé.....	27
Introduction	28
I. Des chemins séparés	30
A. Le changement de statut.....	30
1. L'ancien État membre, derrière l'écran de la Communauté ou de l'Union.....	31
2. L'actuel État tiers, en état d'offre de coopération ou d'intégration....	35
B. La double rupture éversive.....	38
1. Le dos tourné à l'Union européenne	39
2. Le dos tourné au droit de l'Union européenne.....	43
II. Une destination commune négociée	47
A. L'actuelle relation entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.....	47
1. L'éviction des modèles classiques de coopération ou d'intégration	47
2. La convergence par l'accord de commerce et de coopération	51
B. La dilution de l'intégration unioniste ou communautaire.....	55
1. L'effet mutagène de l'article 50 TUE	56
2. La pluralité des modèles intégratifs.....	59
Conclusion.....	62

<i>Les défis de la Francophonie en Roumanie et dans toute l'Union européenne post-Brexit</i>	65
par Daniel Lucian GĂLĂȚANU	
Résumé.....	65
I. Les Roumains et le français	66
II. Le français « historique » en Roumanie.....	67
III. Les défis de la Francophonie sous la pression suffocante de l'anglais, en Europe et dans le monde entier.....	68
IV. Défendre le français – séduire en français.....	70
V. Défendre le français – combattre activement dans l'ère post-Brexit.....	72
Bibliographie.....	74
Sitographie.....	75
Annexes.....	75

PARTIE 2

Les valeurs de l'Union et les droits fondamentaux des citoyens européens dans la tourmente ?

<i>Les valeurs communes de l'UE : facteur d'union ou de désunion pour les États membres ?</i>	83
par Fabien BOTTINI	
Résumé.....	83
I. Des valeurs antagonistes à la conciliation impossible ?.....	85
A. La polysémie de certaines valeurs prises isolément	85
B. La cacophonie des valeurs prises dans leur globalité.....	87
C. L'aphasie sur la place du marché dans la liste des valeurs.....	88
II. Des modes de résolutions des litiges contraires aux valeurs qu'ils prétendent défendre ?	90
A. Des mécanismes politiques favorisant les rapports de force entre États membres.....	91
B. Des mécanismes juridictionnels hantés par le spectre du gouvernement des juges.....	92
C. Une conditionnalité budgétaire qui pénalise les populations à défaut de contraindre les gouvernants	94
 <i>« La crise du système Schengen : des êtres humains au cœur de la tourmente européenne »</i>	99
par Kadiata GAYE DIOP	
Introduction	99
I. Une crise politique et humanitaire	103
A. La remise en cause des acquis de Schengen.....	103
1. Rétablissement des contrôles aux frontières intérieures : désaveu de l'UE et de Schengen	103
2. Tensions entre États membres	105
B. Une situation humanitaire alarmante	107

II. Quelles solutions à moyen et long terme pour la préservation de l'espace Schengen et des droits fondamentaux.....	109
A. Des mesures pour répondre aux défis immédiats insuffisants ou peu efficaces.....	109
1. Les plans de relocalisation des migrants.....	109
2. L'externalisation : l'exemple de l'accord UE-TURQUIE.....	110
3. Les plates-formes régionales de débarquement, centres fermés ou hotspots	112
4. La communautarisation des frontières extérieures.....	113
B. Une véritable politique commune migratoire et d'asile.....	113
1. La refonte du régime d'asile européen commun (RAEC).....	116
2. Le partage équitable des responsabilités et des charges.....	116
3. La prévention de l'« Asylum-Shopping »	117
4. La politique de retour pour les migrants non éligibles au droit d'asile	118
5. L'externalisation des demandes de protection internationale	118
Conclusion.....	118
Références bibliographiques.....	119

L'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'Union européenne : du monde du travail au monde du travail scientifique (des membres encore à la traîne).....

par Catherine PUIGELIER

Introduction	123
I. Le cadre normatif de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'Union européenne (du monde du travail au monde du travail scientifique).....	125
A. D'une façon générale (ou s'agissant d'un travail tout court).....	125
1. Plusieurs textes européens envisagent une égalité entre les femmes et les hommes	125
B. D'une façon particulière (ou s'agissant d'un travail scientifique).....	126
II. Les chiffres de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'union européenne (du monde du travail au monde du travail scientifique)	129
A. D'une façon générale (ou s'agissant d'un travail tout court).....	129
B. D'une façon spécifique (ou s'agissant d'un travail scientifique)	130

Les inégalités de traitement entre les femmes au sein de l'Union européenne à travers l'exemple de l'avortement.....

par Karine HOYEZ

I. La disparité des situations nationales.....	136
A. L'admission de l'avortement.....	136
1. Une inégalité dans les droits : les critères légaux.....	137
2. Une inégale effectivité	140
B. Des évolutions législatives tout en contraste	143
1. Les avancées.....	143
2. Les remises en cause	145
II. L'attitude nuancée des instances de l'Union européenne.....	149

A. Une position qui rend compliquée l'harmonisation entre États membres.....	149
1. L'avortement sous l'angle de la santé publique.....	149
2. L'avortement, exclu des droits fondamentaux.....	151
B. Une attitude qui dépasse le cadre de l'UE.....	153
1. Au niveau international.....	153
2. Au niveau européen.....	157

PARTIE 3

Quelques questions en suspens au sein du marché unique européen

<i>La solidarité budgétaire et financière et le risque de désunion de l'Union européenne.....</i>	165
---	-----

par Raphaël RENEAU

I. Une solidarité mise à mal par la désunion.....	170
II. Une solidarité comme remède à la désunion.....	177

<i>Travailleurs détachés en UE : régime et portée juridiques des certificats E101/A1 au regard du travail dissimulé, de la santé et la sécurité des travailleurs, de la fraude sociale et de la concurrence déloyale (affaire Bouygues).....</i>	183
--	-----

par Harold Kobina GABA

Résumé.....	183
I. Le certificat E101, devenu A1, comme garantie de la protection sociale du travailleur détaché au sein de l'UE : régime et portée juridiques.....	188
II. Absence de certificat E101/A1 résultant d'un refus de délivrance ou d'un retrait par l'institution compétente : Conséquences juridiques et volets social et pénal.....	195
A. Absence de certificat E101/A1 : application de la législation de l'État membre où est exercée l'activité salariée et solidarité financière des cocontractants.....	196
B. Le certificat E101/A1 n'est pas exclusif de la responsabilité pénale des cocontractants : travail dissimulé, prêt illicite de main-d'œuvre, fraude sociale et concurrence déloyale.....	202
1. Portée juridique du certificat E101/A1 et de la DPAE : travail dissimulé et prêt de main-d'œuvre illicite.....	203
2. Fraude sociale, concurrence déloyale, passivité des pouvoirs publics : Raisons justificatives du quantum des sanctions prononcées.....	209

<i>La volonté des grands ports maritimes d'affronter la concurrence au regard de l'État de droit dans le contexte de l'Union européenne</i>	219
par Robert RÉZENTHEL	
I. Le contexte de la concurrence entre les ports.....	220
A. Les valeurs communes et l'État de droit.....	221
B. Les mesures <i>antidumping</i> et l'intervention de l'OMC.....	222
C. Les effets qualifiés et les investissements étrangers.....	223
II. Les principales procédures ayant une incidence sur la concurrence entre les ports.....	224
A. L'insécurité juridique.....	224
B. Les contraintes du financement des projets portuaires.....	226
III. La concurrence entre les ports et l'intérêt général.....	228
A. Les activités portuaires et l'intérêt général.....	228
B. Les ports et l'exercice de la manutention.....	229
IV. Les grands ports maritimes et la politique portuaire en France.....	231
A. La valorisation du domaine portuaire.....	231
B. La coopération entre les ports.....	233
1. Au niveau national.....	233
C. Dans certains États de l'Union européenne.....	235
1. Coopération interportuaire.....	235
2. Coopération pour la gestion des terminaux.....	236
Conclusion.....	237

<i>Quelles coordinations organisationnelles en Europe pendant la séquence Covid ? Points de vue comparés entre secteur public et secteur privé ?</i>	239
par Sophie CROS et Raphaël DE VITTORIS	
I. États européens et séquence Covid-19.....	239
A. Constats.....	239
B. Actions communes.....	245
II. Le cas du secteur privé : le cas du groupe Michelin.....	247
A. Concilier homogénéité de gestion et hétérogénéité de contextes.....	247
B. La subsidiarité comme levier organisationnel principal d'adaptabilité et de cohérence.....	248
C. Une gestion coordonnée pour gérer plutôt que de subir les contradictions.....	249
D. Un avantage déterminant : une raison d'être et des valeurs communes.....	250
Conclusion.....	251
Références.....	251

PARTIE 4

Quelques-uns des problèmes internationaux de l'U.E. à résoudre

<i>Existe-t-il une politique étrangère et de sécurité commune au sein de l'Union européenne ?</i>	255
par Béatrice MAJZA	
Introduction	255
I. Les raisons d'un succès mitigé : la complexité de la gestion des affaires extérieures communes	257
A. Le primat de l'intergouvernementalité	257
B. Une mise en œuvre contrastée	259
II. Quelle politique étrangère et de sécurité commune pour quelle Europe ?....	261
A. La place de l'Union européenne dans le maintien de la sécurité internationale	262
B. La problématique de la finalité du projet européen en matière de PESC	264
<i>L'Union européenne dans la concurrence scientifique mondiale</i>	267
par Pierre-Bruno RUFFINI	
Résumé.....	267
I. L'Union européenne, un acteur singulier dans le paysage mondial de la science et de la recherche.....	268
A. L'Union européenne dans la production scientifique et technologique mondiale.....	268
B. Un acteur puissant mais singulier : existe-t-il une « recherche européenne » ?	271
II. L'Union européenne, un acteur à la diplomatie scientifique ambitieuse.....	274
A. Les orientations d'ensemble de la diplomatie scientifique de l'UE.....	274
B. La mise en œuvre de la stratégie : les réalisations concrètes	276
Références.....	281
<i>L'UE et l'évolution de la puissance Chinoise : entre unité et unilatéralisme des États membres</i>	283
par Gourmo LÔ	
I. L'exigence d'unité de l'UE face au défi posé par la montée en puissance de la Chine	286
A. La montée en puissance de la Chine et le développement des tensions avec l'UE	286
B. L'amorce d'une reconceptualisation du partenariat sino-européen	292
II. La tentation de l'unilatéralisme des États membres devant l'attraction chinoise	298

A. Les fragilités institutionnelles de l'UE en matière de politique étrangère et leur impact sur la compétition entre États membres vis-à-vis de la Chine.....	298
B. La tendance à la décohésion de l'UE face aux initiatives stratégiques chinoises.....	301
<i>À la recherche d'un continent perdu en Asie centrale : l'Union européenne et ses Stratégies pour l'Asie centrale de 2007 et 2017</i>	307
par Pierre CHABAL, Zamira MURATALIEVA et Assiya DIKANBAYEVA	
I. Un esprit par essence centrifuge et parfois ambigu	309
A. Négativement, l'esprit européen s'est parfois exercé au détriment des autres peuples et des autres nations.....	309
B. Positivement, l'esprit européen s'est également exercé au bénéfice des peuples	311
II. Un esprit par essence multilatéral et toujours institutionnel	313
A. Il existe en effet un institutionnalisme européen inné	313
B. Il existe donc un institutionnalisme européen ambigu	316

PARTIE 5

Constats et bilan des difficultés actuelles dans l'Union

<i>L'état de l'Europe unie : en stagnation ? Qui a vu passer le 18 avril dernier le 70^e anniversaire de la signature du traité de Paris ?</i>	323
par Francis DELAPORTE	
<i>Les relations heurtées entre juridictions constitutionnelles et juridictions communautaires : vers la désunion dans les organisations d'intégration ?</i>	331
par Ndiaw DIOUF	
I. Le dialogue des juges, une occasion manquée	334
A. Une offre de dialogue de part et d'autre	334
B. Une offre non suivie d'acceptation	338
II. La rupture du dialogue, une source de conflit entre juges.....	341
A. Les germes des conflits.....	341
B. Les formes de conflit.....	345
Conclusion.....	348
<i>La fragilité de la politique européenne de la France</i>	349
par Guy QUINTANE	
I. Une utilisation peu efficiente des outils de l'Union ; des propositions de moins en moins écoutées	351
A. La France les institutions et les politiques européennes	351
B. Des propositions de moins en moins écoutées	355

II. La fragilisation d'une France de moins en moins en phase avec les fondamentaux de ses partenaires	357
A. La fragilité socio-économique d'un pays.....	357
B. De profondes divergences sur la question des fondamentaux de l'ordre socio-politique.....	359

Laïcité à la française : convergences ou divergences européennes ?

par Philippe GAST

I. La laïcité à la française : une séparation en trompe l'œil !	372
A. La loi de 1905, fondement positif de la laïcité.....	372
1. Les atteintes à la laïcité issues de la notion de culte	372
2. L'inégalité des situations quant aux lieux de culte	374
B. La laïcité française prétendument renouvelée par la loi « confortant le respect des principes de la République et de lutte contre le séparatisme ».....	375
II. La laïcité dans la dimension constitutionnelle des États européens.....	384
A. Les États sans religion privilégiée.....	384
1. Les États non membres de l'UE (mais toujours dans le Conseil de l'Europe)	385
2. Les États de l'UE sans religion constitutionnellement privilégiée.....	386
B. Les États avec religion d'État ou avec un statut particulier dans leur Constitution	387
1. États non membres de l'UE avec une religion privilégiée.....	387
2. Les États Membres de l'UE.....	387

L'Europe au défi des traditions locales

<i>L'exemple des chasses traditionnelles</i>	389
--	-----

par Philippe LAGRANGE

I. Tradition <i>versus</i> intérêt général européen : des subtilités de l'interprétation de la directive « Oiseaux »	391
II. France rebelle <i>versus</i> Europe vertueuse : des limites de l'intégration.....	393

PARTIE 6

Les éventuelles pistes de solution aux problèmes actuels de l'U.E.

La RSE est-elle un vecteur de progrès ou de consensus mou au sein de l'Union européenne ?

par Nicolas CUZACQ

I. Une résolution ambitieuse sur le devoir de vigilance des entreprises à l'échelle de l'UE.....	403
A. Une résolution disruptive	404
B. Domaine d'application et périmètre de la vigilance des entreprises	406

II. Sanction et effectivité de l'obligation de vigilance	408
A. Le régime de responsabilité choisi par le Parlement européen.....	409
B. L'effectivité du devoir de vigilance des entreprises	411
 <i>La Ligue des États arabes et l'Union européenne :</i>	
<i>comparer l'incomparable</i>	415
par Georges SAAD	
I. La Ligue arabe, une institution boiteuse.....	415
A. Jalons pour comprendre	415
1. Naissance et but.....	415
2. La coopération militaire de la Ligue arabe	416
B. La Ligue arabe et les droits de l'Homme	418
1. La Charte arabe des droits de l'Homme.....	418
2. La Cour arabe des droits de l'Homme	419
II. Pourquoi la Ligue arabe est boiteuse ?	422
A. La Ligue des États arabes et la laïcité.....	422
1. La laïcité est un bon remède pour un bon fonctionnement de la Ligue.....	422
2. En finir avec les idées reçues sur l'islam	423
B. Tentative de comparaison de la Ligue arabe avec l'Union européenne	425
1. Les mauvais fonctionnements de la Ligue arabe et de L'UE	425
2. Comparer presque l'incomparable.....	427
 <i>Union et désunion de l'Europe à l'aube du xx^e siècle :</i>	
<i>le projet de confédération des États-Unis d'Europe</i>	
<i>de 1900</i>	431
par Alioune SALL	
I. Les États-Unis d'Europe, projet englobant.....	432
A. Les facteurs de l'Union.....	432
B. L'organisation institutionnelle de l'Union	434
II. Les États-Unis d'Europe, projet discriminant	438
A. La discrimination par l'exclusion.....	438
B. La discrimination par la différenciation statutaire	442
 <i>L'Europe des nations est-elle un remède aux problèmes</i>	
<i>de l'UE ?</i>	447
par Gilles LEBRETON	
I. Un allègement des institutions.....	449
A. La suppression de la Commission de Bruxelles	449
B. Le renforcement du Conseil européen, du Conseil et du Parlement européen.....	451
II. La création d'une Europe à la carte	452
A. Un <i>opting out</i> généralisé.....	452
B. De nouvelles garanties contre un excès de centralisation	453

<i>Communication sur « L'État fédéral comme remède aux défis actuels de l'Union européenne »</i>	455
par Michel BRUNO	
I. Un triste constat : l'impasse actuelle de la construction européenne	456
A. Une stratégie de la construction européenne aujourd'hui dépassée	457
B. Un marché unique désuni	457
II. Un groupe pionnier d'États membres pour constituer un État fédéral : l'étage supérieur de la fusée européenne lancée vers l'avenir	459
A. Un État fédéral déjà en cours de réalisation	459
B. Une structure institutionnelle fédérale à définir	461
Conclusion	463
 <i>Propos conclusifs :</i>	
Pour une ambition renouvelée : nouveaux desseins, nouveaux destins	465
par Didier GUÉVEL	
I. Les principes internes renouvelés.....	467
II. La vision externe remodelée.....	470
III. Le Droit comme pivot commun	472
 <i>Postface</i>	475
par Loïc Gard	